

Vu pour légalisation de M. de M. ci-contre 28^e Année de M. de M. ci-contre 158

LE PROGRES

DE L'ALLIER, DE LA NIÈVRE ET DE SAONE-ET-LOIRE

Samedi 6 Juin 1936

DIRECTION
Administration - Rédaction
10, Rue Bertin, 10
MOULINS
TÉLÉPHONE : 88, 11-01
Chèques Postaux :
Clermont-Ferrand 51-61
R. C. Moulines 1385

25 Centimes

ABONNEMENTS : Allier et limitrophes : 3 mois, 30 fr.; 6 mois, 56 fr.; 1 an, 68 fr.
Autres Départements : 3 mois, 23 fr.; 6 mois, 41 fr.; 1 an, 72 fr. — **ETRANGER, port en sus.**

25 Centimes

PUBLICITÉ
AGENCE HAVAS
37, Place d'Allier, MOULINS
Téléphone 6-37
Chèques Postaux :
Clermont-Ferrand 152-64
Pour la Publicité extra-régionale s'adresser à
l'Agence Havas
82, Rue de Richelieu - PARIS
et dans toutes ses Succursales

LA GRÈVE quasi générale à Paris s'étend en province dans le calme mais avec une progression implacable

Le nouveau gouvernement fait de pressants appels au calme mais les efforts de conciliation se heurtent à de graves difficultés



DANS LA REGION PARISIENNE Le manque d'essence s'est fait rapidement sentir et les dépôts ont été mis à contribution

Aux Halles, les arrivages s'effectuent régulièrement. Tous les magasins d'alimentation en détail sont ouverts.

A 10 heures, l'aspect extérieur des Messageries Hachette est le même que celui de la veille.

Dans les Grands Magasins, les services de vente sont assurés normalement, seuls les services de livraisons, par suite de la grève des camionnages, sont touchés.

A la direction des usines Renault on déclare que la situation n'est pas modifiée. Les usines sont occupées dans l'ordre et le calme.

Les grévistes organisent des relèves afin de permettre aux camarades qui en expriment le désir, de rentrer chez eux pour prendre leur repas.

Les services publics fonctionnent comme d'habitude.

Aux abattoirs de La Villette, les employés se sont mis en grève et s'installent devant les échandoirs afin de rendre impossible tout travail.

Aux portes de Paris, les piquets de grève qui tentaient d'empêcher la circulation des camions transportant aux Halles des légumes ou des primeurs furent dispersés par la police sans incident.

A 10 h. 10, un certain nombre d'usines métallurgiques qui reprennent le travail sont à nouveau à l'arrêt par suite de la rupture des pourparlers entre patrons et ouvriers.

Aux Galeries Lafayette, les livreurs occupent les portes, ce matin, empêchant les clients de pénétrer à l'intérieur des magasins.

Les grands magasins d'alimentation sont touchés par la grève.

La maison Luce dut fermer ses usines et ses magasins de vente. Aux Etablissements Danyou la vente fonctionne normalement mais il est prévu que la grève des usines s'étendra aux Entrepôts Généraux de ravitaillement des magasins.

Aux magasins du Printemps, des piquets de grève comme aux Galeries Lafayette empêchent l'entrée de la clientèle.

Le mouvement gréviste en province

Versailles, 5 juin. — De nouvelles grèves ont éclaté dans la région, notamment dans les pompes funèbres, le bâtiment, la céramique, etc.

La fête de nuit qui devait avoir lieu au bassin de Neptune, dans le parc de Versailles dimanche prochain a été supprimée vu les circonstances.

Paris, 5 juin. — Des différents points de la Province, on donne les renseignements suivants sur le mouvement de grève.

On signale de Maubeuge que le mouvement s'étend dans de grandes proportions dans le bassin de la Sambre.

Paris, 5 juin. — Le mouvement de grève s'étend toujours en Province. A aucun incident n'est signalé.

A Lens, les trains de charbon partant plus tôt, les ouvriers mineurs des

fosses du secteur nord ne sont pas descendus.

Les 18.000 mineurs qui ont été remontés le jour se sont mis en chômage.

Les mines de Lens n'occupent actuellement que 3.000 ouvriers environ, répartis dans les divers services au jour.

Aux verreries de Wingles, 300 ouvriers ont occupé l'usine dans le calme.

350 ouvriers occupent l'usine de briquettes des mines de Lens à Pontavenin.

Les forges de Douai qui occupent 850 ouvriers, les tréfileries et l'usine Bréguet, qui en occupent 350, sont entrées dans le mouvement dans la matinée.

Les ouvriers du jour travaillant dans les mines à Somain sont en grève.

A Saint-Quentin, sont entrées dans la grève, la fabrique de meubles Marriage (388 ouvriers), les usines métallurgiques Quint et Flament (143 ouvriers) les filatures de coton Vandendriessche (18 ouvriers et 143 ouvrières).

Dans la fosse 1 bis des mines de Lavignin, 200 ouvriers du fond se sont mis en grève et, de ce fait, 400 ouvriers du fond ne sont pas descendus.

A Pont-Sainte-Maxence, la S.A.L.P.A. Française (250 ouvriers), à Creil les établissements Saxby (appareils de secours de chemin de fer, 300 ouvriers) sont touchés par la grève.

Aux forges et aciéries du Nord et de l'Est, 1.300 ouvriers ont voté en principe la grève, si, après une nouvelle entrevue avec la direction, plusieurs points du cahier de revendications ne sont pas adoptés de façon précise.

A Feignies, 570 ouvriers des forges et aciéries, 150 ouvriers de la céramique Boch de Louvroil, ayant reçu diverses satisfactions continuent le travail.

Lille, 5 juin. — On comptait hier 90 usines en grève dans l'arrondissement de Lille.

Ce matin, le mouvement s'est considérablement accru et la grève atteint maintenant toutes les principales usines de Lille, Roubaix et Tourcoing du textile, de la métallurgie et des dérivés.

Les mines ont également suivi le mouvement et la plupart des fosses sont fermées à Denain et à Anzin.

Valenciennes, 5 juin. — On comptait ce matin 25.000 grévistes dans l'arrondissement de Valenciennes.

LES P.-T.-T. NE SE METTENT PAS EN GREVE

Paris, 5 juin. — La Fédération Nationale des travailleurs des P.-T.-T. communique une note dans laquelle, tout en affirmant sa solidarité la plus étroite avec les travailleurs en lutte, elle oppose un démenti catégorique aux informations annonçant la grève générale dans les P.-T.-T. dans les 48 heures.

(LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE)

Tandis que le nouveau gouvernement fait ses premiers pas au milieu de l'agitation sociale

La Chambre achève la validation de ses membres

M. Blum à la T. S. F., M. Herriot, à la Chambre, ont prononcé d'importantes allocutions



Le ministère Blum à l'Elysée. On reconnaît de gauche à droite : MM. Tasso, Gasnier-Duparc, Yvon Delbos, Marc Rucart, Marius Moutet, Jardillier (lunettes), Léo Lagrange, Monnet, Blanche, Dezarnauld (barbe grise), Pierre Cot, Seller (barbe noire, lunettes), Viénot, Spinasse, Paul Faure, Daladier, Chautemps, Aubaud, Salengro, Bedonco, Mme Lecorre, Max Dormoy (barbe), Ramadier, Lebas, Lisuety, Bastid, Léon Blum, Jean Zay, De Tesson, Julien et Vincent-Auriol.

La Chambre poursuit la vérification des pouvoirs

L'ALLOCATION DE M. HERRIOT
La Chambre a procédé cet après-midi à l'installation du bureau.

A 15 h. 03, le nouveau président de la Chambre proclame la séance ouverte et prononce l'allocution que nous avons résumée d'autre part, et dont les passages les plus saillants sont applaudis par tout le bloc du Front populaire.

Abordant alors l'ordre du jour qui comporte la suite des validations, on entend l'examen des conclusions du 2^e bureau sur l'élection de M. Bouisson.

Elles tendent à la validation, mais M. Cristofol, communiste, le combat sans ménagement pour l'ancien président.

A ce moment, l'arrivée de M. Doriot provoque des manifestations de la part des communistes, mais M. Doriot ne bronche pas et se carre à sa place, très calme.

A mains levées, malgré les protestations des communistes, à une grande majorité, M. Fernand Bouisson est validé.

C'est ensuite l'élection de M. Paul Dupuy, dans l'Inde Française, qui est mis en cause par un autre communiste, M. Saussoit.

M. Guastivino, rapporteur, s'applique

à faire justice des griefs de M. Saussoit, qui n'en persiste pas moins à réclamer un scrutin à la tribune. Il y est procédé.

Par 303 voix contre 280, M. Pierre Dupuy est admis, aux applaudissements du centre.

Le troisième dossier appelé est celui de M. Doriot, élu à Saint-Denis, contre le 9^e bureau propose la validation.

M. Catelas, communiste, demande l'invalidation sous le prétexte que M. Doriot aurait fait entre le premier et le second tour distribuer des secours aux chômeurs.

De sa place, M. Doriot fait justice de cette alléation, et une demande de scrutin public est déposée à la tribune.

Finalement, M. Doriot est validé par 251 voix contre 79.

M. Gelin, pupiste, est validé à mains levées.

On appelle alors le cas des 31 communistes élus dans la Seine et sur chacun desquels M. Doriot a fait opposition.

M. Doriot déclare qu'il pourrait monter à la tribune pour combattre leurs validations et compter sur ces 31 communistes de droites d'histoires.

Il ne le fera pas par respect pour la Chambre, qui a des préoccupations plus urgentes.

En conséquence, dit le président, les inscriptions de M. Doriot sur les 31 élections communistes sont retirées, et les sièges sont validés.

On valide sans débat MM. Gillet, Plomermel, Martin et Millau.

Sont également validés après débat : MM. Lebrét, Ducos, Guy Raymond, Patenotre, Cabannes et Le Bail.

La Chambre fixe ensuite la date de l'élection de ses grandes commissions permanentes et s'ajourne à demain 15 heures.

La séance est levée à 19 heures 05.

TRANSMISSIONS DES POUVOIRS
Paris, 5 juin. — La traditionnelle transmission des pouvoirs a commencé à s'effectuer dans chaque ministère.

Ce matin, M. Marcel Régnier a présenté le personnel du ministère des Finances à son successeur, M. Vincent-Auriol et l'a mis au courant des derniers faits intéressant son département ministériel.

Au ministère de l'Air, M. Marcel Déat a de même transmis ses pouvoirs à M. Pierre Cot.

M. Sarraut s'est rendu ce matin à 11 heures, place Beauvau pour présenter à son successeur M. Salengro, les directeurs et chefs de services du ministère de l'Intérieur.

L'IMPRESSION EN ALLEMAGNE
Berlin, 5 juin. — L'Allemagne a accueilli avec sympathie la constitution du Cabinet Blum.

La désignation de M. Viénot comme sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a produit à Berlin une excellente impression, car on sait que M. Pierre Viénot connaît parfaitement l'Allemagne.

ROME OBSERVE UNE GRANDE RESERVE
Rome, 5 juin. — Dans les milieux officiels, on observe à l'égard du nouveau Cabinet français, une très grande réserve.

On attend la déclaration ministérielle, afin d'être renseigné sur l'orientation du gouvernement Blum en matière de politique étrangère.

UNE DECLARATION DE M. VINCENT-AURIOL
Paris. — Après la transmission des pouvoirs, M. Vincent-Auriol a reçu les membres de la Presse au ministère des Finances.

Il se borna à signaler qu'il réserverait ses premières déclarations à la Chambre et à la Commission des Finances du Sénat.

Auparavant, le ministre veut prendre connaissance approfondie de la situation afin de pouvoir en dresser un tableau exact.

Le premier Conseil de Cabinet
Paris, 5 juin. — Le gouvernement a tenu à 17 heures, à l'hôtel Matignon, son premier conseil de Cabinet.

Paris, 5 juin. — A l'issue du conseil de Cabinet, tenu à l'hôtel Matignon, à 17 heures, et terminé à 18 h. 45, M. Dormoy a lu le communiqué suivant :

« Le conseil de Cabinet, réuni sous la présidence de M. Blum, a approuvé la déclaration ministérielle que M. Blum avait préparée et dont les termes seront définitivement arrêtés par le conseil des Ministres. »

La déclaration ministérielle sera lue au Sénat par M. Daladier et à la Chambre par M. Blum.

Les membres du gouvernement ont également envisagé les moyens d'exécution rapide des projets contenus dans la déclaration ministérielle.

Le Conseil a décidé de demander au garde des Sceaux et au ministre des Finances d'étudier d'urgence les mesures en vue de surseoir à l'expulsion et à la saisie des locataires, commerçants et agriculteurs menacés par une décision de justice.

MM. Salengro et Lebas ont ensuite entretenu leurs collègues de la situation créée par la grève.

Le gouvernement s'est associé à la déclaration radiodiffusée du Président du Conseil.

Il assure de nouveau le pays qu'il est décidé à faire tous les efforts utiles pour aboutir à une solution rapide et heureuse des conflits. »

A LA DELEGATION DES GAUCHES
Paris. — La délégation des Gauches s'est réunie à la Chambre, sous la présidence de M. Grumbach.

La délégation a félicité le nouveau Gouvernement.

Elle espère que le mouvement de grève gardera son caractère revendicatif dans l'ordre.

Il est unanimement souhaitable que le travail reprenne après la reconnaissance des droits légitimes des travailleurs.

La déclaration de M. Blum donnera au Peuple de France des assurances formelles.

(LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE)

La Quotidienne

Les grèves, avec occupation des usines et des ateliers, qui s'étendent à Paris, dans la banlieue et en province ont peut-être surpris les chefs syndicalistes et les dirigeants socialistes et communistes.

Sont-ils déjà débordés par leurs troupes, comme paraissait le déclarer dans les couloirs de la Chambre, M. Salengro, S.F.I.O. de marque et du Nord, et futur ministre de l'Intérieur ?

Il n'en est pas moins certain que l'extension des grèves aux corps de métiers les plus variés et leur conduite selon des procédés illégaux, produit déjà un effet déplorable sur l'opinion publique.

Elles tendraient à discréditer d'ores et déjà le Front populaire et à rendre impossible l'existence du gouvernement qui en sera issu aujourd'hui ou demain, qu'on n'aurait pas agi autrement.

Et cependant on ne prétend pas encore qu'elles sont le fait d'agents provocateurs.

Elles sont plutôt nées spontanément de la part de militants qui veulent tirer parti incontinent et sans délai d'une victoire électorale qui a peut-être dépassé leurs prévisions, grâce à notre pusillanimité.

Mais elles peuvent être très graves de conséquences.

Si le principe du contrat collectif, si le respect du droit syndical, si la nomination de délégués ouvriers dans les grandes usines sont nécessaires ou désirables, il n'est pas démontré que les établissements visés soient en mesure de supporter des charges nouvelles.

Un élu socialiste a hâtes sur les dangers qu'elles pouvaient faire subir à maintes industries, notamment d'exportation, qui travaillent encore à un taux supérieur de 20 % aux cours mondiaux. Et la répercussion sur la vie chère,

faul-il donc la négliger ? Alors que la revalorisation des produits agricoles est en cours, mais n'a pas encore atteint les indices désirables, nos cultivateurs vont-ils voir monter à nouveau le prix des marchandises, des instruments agricoles produits par une métallurgie qui réclame une augmentation de salaires assortie de la semaine de quarante heures, des congés payés, etc. ?

A Paris même, déjà, on subit les répercussions des grèves, nuisibles au ravitaillement en denrées et en essence, aux commodités de la vie et peut-être demain aux transports.

Juin est le grand mois des fêtes, celui de la saison de Paris. Déjà les étrangers s'inquiètent et s'en vont. Le commerce de luxe, celui des articles parisiens, l'hôtellerie et le spectacle souffrent déjà.

Les préparatifs pour un bon accueil touristique risquent donc de devenir inutiles, d'entraîner des pertes sèches, des marques à gager, des faillites... et du chômage.

Et demain, le mal, si l'ordre ne réagit pas sans délai contre l'anarchie, risque de gagner nos stations thermales et balnéaires.

Mais le piquant de cette situation grave, c'est que les députés communistes, à Paris comme à la Côte d'Azur, ont émis la prétention d'épouser la cause du tourisme, de montrer, a dit M. Gitton, député de Pantin, que « Paris est toujours la grande ville lumière, la capitale hospitalière dont le calme et la tranquillité sont particuliers. »

« ment propices à l'étude et à l'agrément ! »

Sans doute avec la restriction mentale du poing tendu et menaçant et des « Soviets partout ».

Jules LEFEBURE.

UN COMMUNIQUE DU MINISTRE DU TRAVAIL

Paris, 5 juin. — M. Lepas, nouveau ministre du Travail, a pris possession de son poste dans la soirée d'hier, à la suite d'une conférence qui avait réuni au ministère de l'Intérieur, MM. Sarraut, Blum, Salengro, Frossard et Lebas.

Ce matin, le ministère du Travail a communiqué une note, où, après avoir constaté l'extension du mouvement gréviste, il est dit notamment :

« Les ouvriers, après la victoire du Front Populaire, ont cru devoir appuyer par la grève leurs légitimes revendications quant à leurs conditions de vie et de travail. »

« Le programme du Front Populaire satisfait pleinement aux aspirations de la classe ouvrière. »

« Le gouvernement prie donc instamment les travailleurs de rester calmes et de lui donner le temps d'opérer les réformes nécessaires. »

UN COMMUNIQUE DU GROUPE PATRONAL DES INDUSTRIES METALLURGIQUES

Paris. — Le groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne a publié une note disant que la situation présente ne peut changer.

« Les industriels ont manifesté dans une récente réunion tenue hier, leur volonté d'entente complète. »

« Le groupe met le public en garde contre les nouvelles fantaisistes qui circulent à la faveur des difficultés de parution de la presse. »

GREVE CHEZ DUNLOP A-MONTLUÇON

Moulins, 5 juin. — Nous apprenons de source officieuse que la grève s'est déclenchée aux Etablissements Dunlop, à Montluçon.

« Des barrières ont été dressées à l'entrée des usines et les ouvriers occupent les lieux. »

Ce mouvement englobe 2.500 ouvriers.

GREVE LATENTE A COMMENTRY

Moulins, 5 juin. — La grève que l'on redoutait aux Etablissements Chatillon à Commentry, n'a pas encore éclaté.

« Des pourparlers sont engagés entre les organisations patronale et ouvrière. De leur résultat, qui sera connu ce soir, dépendra le déclenchement de la grève ou la continuation du travail sur des bases nouvelles. »

On sait que ce moment vise 800 ouvriers, dont la principale revendication est une augmentation de salaire à 4 fr. par jour.

LA GREVE DANS LES JOURNAUX

Paris. — Six journaux parisiens seulement paraissent ce matin : « Le Populaire », « L'Humanité », le « République », « Le Peuple », « L'Aube », « L'Action Française ». »

LE MOUVEMENT ABSORBE TOUTES LES CORPORATIONS

Pas de changement à Paris dans la majeure partie des usines et des industries occupées des chômeurs volontaires.

« Les moyens de transport fonctionnent comme d'habitude. »

La grève aux messageries de Journaux Hachette

